

Plan Jeunes

Un plan qui oublie les jeunes les plus précaires

Le plan présenté aujourd'hui par le Président de la République comporte des mesures qui vont améliorer la situation de certains jeunes. Cependant, **ce n'est toujours pas la politique globale de la jeunesse** que nous avons défendue tout au long des travaux de la Commission *Jeunes*, pour permettre l'accès à l'autonomie de tous les jeunes.

- La FNARS se félicite que le problème des ressources des jeunes soit enfin posé. Mais les conditions d'accès au RSA sont tellement restrictives qu'il ne bénéficiera qu'à environ 160 000 jeunes dont 120 000 en emploi, sur 6 millions de 18-25 ans. **Cette mesure ne va donc concerner que 2,7 % de cette tranche d'âge alors que 20 % de ces jeunes vivent sous le seuil de pauvreté.**

En effet, le RSA ne sera accessible qu'aux jeunes ayant occupé un emploi stable et à temps complet pendant 2 ou 3 ans, c'est à dire ceux qui à priori sont les moins éloignés de l'emploi. En revanche, les plus vulnérables, les précaires, les travailleurs à temps partiel, ou les jeunes sans aucun revenu du travail, restent en dehors de ce dispositif.

- **De même, les jeunes en rupture familiale sont oubliés.** La commission avait fait le constat que de nombreux jeunes se trouvaient en situation d'abandon à 18 ans sans bénéficier d'aucune prise en charge. Elle avait donc proposé dans le livre vert une mesure de protection des jeunes majeurs les plus en difficulté qui n'a pas été retenue. Or, celle-ci permettrait de faire baisser sensiblement le nombre des jeunes en errance ou en situation de désinsertion sociale sévère, notamment ceux qui ne sont plus pris en charge par la Protection judiciaire de la Jeunesse (PJJ).
- L'annonce de réformes telles que le service public de l'orientation, l'obligation de formation pour les 16-18 ans, la refondation des missions locales est positive, mais il ne s'agit à ce stade que d'intentions qui n'existeront que s'il y a une vraie volonté politique de proposer des solutions à des jeunes qui n'en bénéficieraient pas jusqu'à présent. Les autres mesures (CIVIS, complémentaire Santé) vont également dans le bon sens mais restent modestes au regard des enjeux.

La commission *Jeunes* présidée par Martin Hirsch avait posé en juin dernier les fondements d'une « nouvelle politique de la Jeunesse » qui visait à donner une autonomie à l'ensemble des jeunes. Pour les jeunes les plus vulnérables, la commission posait explicitement **la nécessité de combler les « trous » de la prise en charge**, d'intensifier l'accompagnement « sur mesure », de « soutenir les ressources de tous les jeunes », de systématiser le principe de la « nouvelle chance » pour les jeunes en échec, etc. On est encore loin de ces ambitions.